

La crise sociale en Belgique à la lumière de Gramsci

François D'Agostino
Décembre 2014

Les mesures antisociales prises par l'actuel gouvernement Michel I^{er} n'ont pas manqué de provoquer une vigoureuse réaction du mouvement syndical mais aussi de la gauche dans son ensemble. Que l'on songe, pour s'en persuader, à la participation à la manifestation du 6 novembre dernier ou aux différentes grèves tournantes de ces dernières semaines. À l'approche de la grève générale du 15 décembre, Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB, a même annoncé que si la coalition kamikaze s'obstinait dans cette voie, la grève pourrait se poursuivre « au finish »¹,

Mais ce mouvement social est-il suffisamment structuré pour faire plier le gouvernement ? Est-il, au moins, potentiellement structurable pour ne pas se résumer simplement à constituer le point d'orgue d'une indignation virulente mais passagère et, dès lors, appelée à retomber comme un soufflé ? Que dit-il sur l'état de la conscience de classe et sur les luttes en cours (et à venir) en Belgique ? Pour tenter de répondre à ces questions, il nous a paru utile de faire appel à un grand penseur marxiste du vingtième siècle, à savoir Antonio Gramsci.

Gramsci

Avant toute chose, il est peut-être utile de revenir sur le parcours et l'œuvre de Gramsci. Cette œuvre a durablement influencé ce que l'on a coutume d'appeler aujourd'hui la « gauche radicale » (mais pas uniquement)². Né en 1891 en Sardaigne, Antonio Gramsci est le quatrième enfant d'un petit fonctionnaire local emprisonné en 1897. Cet évènement ne sera d'ailleurs pas sans influencer sur les engagements ultérieurs de Gramsci³.

Parti étudier à Turin en 1911, Antonio Gramsci découvrira la pensée de Benedetto Croce, philosophe libéral et idéaliste. Croce influencera le travail de Gramsci d'une manière considérable. A cette époque encore, Gramsci rencontre Palmiro Togliatti avec qui il militera au sein du Parti Socialiste Italien (PSI). Togliatti et Croce contribueront, par la suite, à la fondation du Parti Communiste Italien (PCI) en 1921.

L'époque est tourmentée, qui voit, en même temps que la fin du Premier conflit mondial, la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie et la montée des fascistes de Mussolini en Italie après la révolution avortée de la période 1919-1920. Après une lutte au sein du jeune PCI contre la ligne sectaire d'Amadeo Bordiga, Gramsci, délégué auprès de la III^{ème} Internationale de 1922 à 1923, devient secrétaire général du Parti en 1924.

Arrêté en 1926 et condamné en 1928 à vingt ans de prison, il y décède en 1937. Le cerveau que les fascistes voulaient « empêcher de fonctionner pendant vingt ans »⁴ y rédigera ses désormais célèbres « Carnets de prisons », une des plus stimulantes œuvres marxistes.

1 L'Echo, 28 novembre 2014.

2 Voir entre autres l'excellent documentaire de Fabien Trémeau *Antonio Gramsci, penseur et révolutionnaire*, édité en DVD par les Editions Delga, Paris, 2014.

3 GRAMSCI (A.), *Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan*, La Fabrique, Paris, 2011, pp.335-336.

4 Michele Isgro, procureur fasciste, à la fin du procès de Gramsci.

Boîte à outils conceptuels

Gramsci développe dans ses Cahiers une série de réflexions sur les conditions permettant à une révolution d'être victorieuse, sur la nature de l'État ou encore sur la culture et l'éducation. C'est une œuvre riche car pleine de concepts porteurs d'enseignements. Nous nous contenterons de situer ceux qui nous semblent les plus utiles à notre réflexion de départ.

Une première notion importante est celle de l'« État intégral »⁵. Gramsci le définit sous la forme de l'équation suivante : « société politique⁶+ société civile », c'est-à-dire une « hégémonie cuirassée de coercition »⁷. En résumé, le concept d'hégémonie implique chez Gramsci une dimension culturelle fondamentale dans le sens où la société civile (journaux, organisations diverses, etc.) aide à « produire du consentement » et à légitimer un type d'organisation de la société au sein des masses.

Une autre notion fondamentale que l'on retrouve chez Gramsci est celle de « bloc historique ». Pour Gramsci, c'est « l'unité dialectique-le point d'indistinction-entre la structure [c'est-à-dire la base économique] et la superstructure à un moment donné du développement capitaliste »⁸. Dans le dixième cahier⁹, le communiste sarde dit que dans le bloc historique, « le contenu économique-social et la forme éthico-politique s'identifient concrètement ». Le bloc historique doit, dans cette conception, être en mesure de faire face à des crises, définies comme le moment où, selon la citation désormais célèbre, « (...) l'ancien se meurt et (...) le nouveau ne peut pas naître »¹⁰.

Gramsci définit, cependant, un autre type de crise, générale celle-là. Il s'agit de la crise « organique » à laquelle le bloc historique n'est pas en mesure de résister durablement. C'est à l'occasion des crises de ce type que les changements révolutionnaires (progressistes ou non, par mouvement des masses ou par le haut) deviennent possibles. Armés de ces quelques concepts, nous allons maintenant tenter de décrypter ce qui se cache réellement derrière l'actuelle ébullition sociale en Belgique.

Une crise organique ?

Au vu de ce qui précède, pouvons-nous soutenir que nous assistons à une crise organique au sens où l'entend Gramsci ? Pour l'affirmer (ou l'infirmer), il convient de « décortiquer » le bloc historique auquel la gauche doit faire face.

D'un point de vue structurel, de nombreux observateurs s'accordent à voir dans la crise actuelle plus qu'un soubresaut mais bien une crise plus profonde du mode de production capitaliste maintenant largement globalisé¹¹. En ce qui concerne la Belgique, la crise qui se pose à un niveau superstructurel est multiple.

Au niveau le plus élevé, l'Union Européenne traverse une profonde crise politique¹², qui voit l'émergence d'institutions de plus en plus autoritaires et technocratiques. Parallèlement, la crise

5 GRAMSCI (A.), *op.cit.*, pp.39-40.

6 L'appareil d'État au sens traditionnel: administration, armée, police,...

7 GRAMSCI (A.), *op.cit.*

8 DURAND (C.) et KEUCHEYAN (R.), *Un césarisme bureaucratique*, dans DURAND (C.), sous la dir. De, *En finir avec l'Europe*, La Fabrique, Paris, 2013, p.97.

9 GRAMSCI (A.), *op.cit.*, p.64.

10 *Ibid.*, p.38.

11 *Crises de l'économie-monde et dépassement du capitalisme : années 1970-2000*, entretien avec Immanuel Wallerstein, in *Actuel Marx*, n°48 : *Communisme ?*, PUF, Paris, 2010, pp.179-194.

12 DURAND (C.), sous la dir. de, *op.cit.*, *passim*.

institutionnelle et les tensions communautaires sont également très fortes en Belgique.

En plus d'un processus de délitement du pays, nous voyons le caractère fédéral de la sécurité sociale fortement mis sous pression. Les événements récents au sein du gouvernement fédéral, où les différents partis de la majorité éprouvent des difficultés à parler d'une même voix suite au « scandale Jambon »¹³, déstabilisent fortement la coalition kamikaze et ne font que confirmer cette incapacité des élites à se faire légitimer. Tout cela sans même évoquer la colère grandissante des travailleurs à l'égard des mesures socioéconomiques adoptées par ce gouvernement.

De plus, les entités fédérées, plus discrètes en ce moment, risquent de se retrouver, dans une moindre mesure toutefois, face à des difficultés comparables dans les prochaines semaines. Il ne nous paraît, dès lors, pas absurde de parler d'une crise organique ou du moins, et c'est une nuance de taille, d'en déceler des signes avant-coureurs.

Quelles perspectives pour la contestation ?

De tout ce qui précède, pouvons-nous cependant tirer la conclusion qu'un changement radical, « révolutionnaire », est à nos portes ? Ce serait aller un peu vite en besogne. Si nous traversons une crise profonde, nous avons toutefois souligné que celle-ci n'en était, en Belgique, qu'à ses débuts. Le pays n'est ni la Grèce ni l'Espagne.

De plus, si les superstructures sont mises à mal, leur caractère démultiplié les protège, du moins, pour l'instant. Expliquons-nous.

Dans un pays aussi complexe que la Belgique, il n'y a, en effet, pas un « Palais d'Hiver » mais, au contraire, de multiples centres de pouvoir auxquels donner l'assaut. Cet état de choses complique singulièrement la tâche du mouvement social.

Ajoutons que des années de propagande néolibérale ont eu un impact considérable sur la population et que, même dans les couches subalternes de la société, les actions des syndicats n'ont pas rencontré le soutien auxquelles elles pourraient prétendre. On fera toutefois observer que même dans ce contexte, ces grèves pourraient avoir un impact finalement plus important que la seule chute du gouvernement Michel.

Cette dernière ne garantirait, d'ailleurs, en rien la mise en place de politiques radicalement différentes. Cependant, l'actuelle vague de protestation sociale pourrait constituer un moment-clé dans la nécessaire structuration en vue des luttes à venir.

En restant inflexibles et en s'arquant sur quelques revendications fortes (même si elles sont loin de répondre à tous les besoins du moment), les syndicats renforceront leur crédibilité. Si les grèves sont suivies, le mouvement ouvrier dissuadera peut-être les autorités de mettre en œuvre les mesures contestées par la population.

Ce qui, au passage, permettrait de renforcer la cohésion des affiliés, amenant les indécis à se positionner plus clairement. Nous sommes encore loin du moment où de l'actuelle « guerre de position » nous passerions à une « guerre de mouvement », synonyme d'une accélération du mouvement de l'histoire et d'un grand retournement dans nos régions. Mais le mouvement social dispose la possibilité de commencer les manœuvres et fourbir ses armes.

13 La Libre Belgique, édition mise en ligne le 5 novembre 2014.